

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Virologues cubains arrivant en Italie pour prêter secours

Éditorial :

UN VIRUS ET SON MESSAGE CACHÉ

L'arrivée du virus COVID-19 aux États-Unis provoque une chute importante de l'activité industrielle et du commerce sauf dans la vente d'armes aux particuliers dont les ventes se multiplient à vue d'œil. "On a peur, on doit se protéger" c'est la phrase la plus entendue lorsque on interroge les acheteurs. Difficile d'avoir une image plus claire des extrêmes auxquels peut conduire un modèle social fondé sur un individualisme égoïste exacerbé, sur une culture du « myself first » (moi d'abord). Modèle social qui, par ailleurs, n'est pas étranger aux dimensions que prend cette crise sanitaire.

Certes, l'histoire de l'humanité se confond depuis toujours avec l'histoire des épidémies. Ce qui est particulier à notre époque, c'est qu'elles se présentent depuis un demi-siècle avec une fréquence quelque peu inhabituelle et

dans des formats chaque fois plus étendus. La grippe asiatique des années 50; celle dite de Hong-Kong une décennie plus tard ; le SIDA qui n'est toujours pas entièrement vaincu ; la grippe H1N1 d'il y a une dizaine d'années et, plus récemment l'Ebola. Difficile nous semble-t-il de ne pas associer ces constats à la mondialisation et ses répercussions sur les rapports entre l'activité humaine et le vivant. Dans un monde où la soif de profit des agents économiques ne connaît pas de retenue au détriment du respect de la nature comme on le voit, pour ne citer qu'eux, avec Bolsonaro qui déforeste l'Amazonie à tout va, Trudeau soumis aux intérêts de l'industrie minière et Trump à ceux du pétrole et du charbon.

Cette recherche folle de rentabilité, de productivisme fait que le milieu rural se vide au profit des mégapoles; que l'indus-

L'invité du DR :

Jean-Pierre Page,
« Dans la lutte de classes il y a des avancées et aussi des reculs »

Vladimir Caller

Un virus anti-mondialiste ?

Martin Willems

Fête à la Sécurité sociale

Bernard Lefevre

Criminalisation des droits

Guy Stroobant

There is no alternative

Marie Rampen

Iran, la lutte pour définir la ligne politique du pays

Martin Willems

Alibaba atterrit à Liège

Marie-France Deprez

Procès Assange : la lutte continue

Marc Pierret

Alain Badiou : « Trump »

Sommaire complet à la page 20

trie alimentaire, notamment celle de la viande, piétine grossièrement la biologie même des animaux dans le seul but d'augmenter ses profits. Et on s'étonne après que des dérèglements arrivent et touchent l'homme.

Si nous ajoutons à cela la religion néolibérale qui dicte les politiques des grands acteurs de la vie économique cherchant à tout privatiser au bénéfice des marchés financiers en favorisant une course à la concurrence sans limites, nous nous approchons des sources du problème. Et de ses conséquences aussi, car ces néfastes philosophies sont fidèlement exécutées par les politiques européennes dont nous voyons comment elles cherchent à tout privatiser au bénéfice des investisseurs et à démanteler les mesures de protection obtenues de longue lutte par les forces progressistes. ■ VC

Jean-Pierre Page, écrivain, syndicaliste : « Dans la lutte de classes il y a des avancées et aussi des reculs »

Ancien secrétaire général de la CGT du département du Val de Marne, responsable du département international de la CGT. Il fut le rédacteur en chef de la revue de la CGT « Syndicalisme et société » et fondateur de « l'Observatoire de la mondialisation ». Depuis 2004, il est rédacteur en chef de la revue « La Pensée libre », revue philo-socio-anthropo-historique avec Claude Karnoouh et Bruno Drweski. Auteur de : « CGT : pour que les choses soient dites ! », avec une contribution de Samir Amin (Delga, 2018), « Camarades, je demande la parole » (Investig'Action 2016), « Réflexions sur la guerre en Yougoslavie » avec François Chesnais et Tania Noctiummes (L'esprit frappeur 1999), « Maîtres du monde » avec Noam Chomski, Georges Labica, Ellen Wood, (Le temps des cerises, 1999). « A century of organized labor in France » livre collectif New York University, (St Martin's press, 1995). Ses articles sur le syndicalisme ou la situation internationale sont publiés aux USA, Chine, Russie, Inde, Sri Lanka, Italie, Brésil, Espagne, Liban...

Le Drapeau Rouge.- La France a connu au cours des années précédentes un

nombre important de grèves et de manifestations qui se sont souvent soldées par des échecs. Quelles sont, selon vous, les principales causes et responsabilités de ces échecs?

Jean-Pierre Page.- Pourquoi parler d'échecs ? Dans la lutte de classes il y a des avancées et aussi des reculs, des victoires et des défaites, tout est processus ! C'est pourquoi je ferai deux remarques !

D'abord, les grèves en cours ne sont en rien comparables aux précédentes ! Les travailleurs mènent un combat qui renoue avec les grands mouvements sociaux qui ont fait notre histoire. Il s'agit d'un soulèvement populaire exceptionnel, par sa force, sa détermination, sa diversité. Son unité, condition de sa victoire, est essentielle. Ensuite, il est indiscutable que les nombreuses luttes précédentes, n'ont abouti qu'à limiter certains dégâts sociaux, et à maintenir une mobilisation quasi permanente toutefois insuffisante pour inverser le cours des choses.

Les directives de l'Union Européenne et des institutions financières internationales ont joué sur ce plan un rôle capital en maintenant la pression pour adapter le marché du travail aux exigences d'un néolibéralisme mondialisé et d'un pouvoir hégémonique et oligarchique

Le DR.- Comment en est-on arrivé là ?

J-P.P.- Syndicats et partis de « gauche » ont sous-estimé les vraies causes de cette évolution et les contradictions qu'elles allaient inévitablement entraîner.

Devant l'ampleur de cette « révolution conservatrice », on en est resté souvent au stade de l'opposition, sans véritable stratégie. Face à cette offensive on a utilisé les mêmes méthodes d'action sans mesurer en quoi les enjeux économi-

ques, sociaux, institutionnels et donc politiques s'étaient aiguisés de manière systémique.

Ces retards ont déstabilisé le mouvement social. Ainsi, on a privilégié les journées d'action sans lendemains, la recherche de compromis dans un « dialogue social » illusoire. Cela s'est combiné à une dépolitisation assumée entre autre



Jean-Pierre Page

de la CGT, une sous-estimation de la contradiction capital/travail, un recul des analyses de classes, de l'internationalisme, et de l'idée même de souveraineté nationale. Cependant, parfois à contre-courant, bien des forces ont refusé de céder. Par la parole, l'action et l'esprit critique, elles ont contribué à répandre l'idée qu'une autre voie était nécessaire. Les grèves actuelles montrent qu'une prise de conscience s'exprime, ainsi qu'une volonté de prise en charge de l'action et de ses buts par les travailleurs eux-mêmes.

L'affrontement en cours se fonde sur un choix de société qui touche à l'histoire sociale de notre pays et dont l'enjeu immédiat est notre système solidaire de retraites. Macron et l'UE veulent imposer l'allongement de la durée de travail par un système égoïste, le chacun pour soi,

au bénéficiaire des fonds de pensions comme BlackRock et des assurances.

Or, jamais les profits n'ont été si élevés, la fortune aussi insolente. La France est en tête des pays européens pour les dividendes versés aux actionnaires. Cette réforme promet un cadeau de 72 milliards d'euros aux plus fortunés, et prône de renoncer au principe de solidarité qui fonde tout notre système de protection sociale. Pour Macron, cette réforme est nécessaire pour adapter la société française aux exigences du marché. Nous récusons cette vision et soutenons une mobilisation qui peut-être le début d'un changement du rapport de forces et favoriser une contre-offensive.

Le DR.- Depuis novembre 2018, votre pays est le théâtre du mouvement des Gilets jaunes qui a connu des hauts et des bas. Il a été stigmatisé par le pouvoir et le patronat mais il a aussi été, et ceci est plus étonnant, par des structures politiques ou syndicales issues de la gauche. Comment l'expliquez-vous ?

J-P.P.- Le mouvement des gilets jaunes est un acte fondateur ! Il est l'expression de la crise sociale, politique et démocratique qui frappe la partie la plus vulnérable de notre société. Celle-ci éprouve un ras-le-bol général, une exaspération en forme de rejet. Un grand nombre de gilets jaunes, non syndiqués, ne participaient pas aux grèves et aux manifestations et encore moins à la vie politique, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'avaient pas d'idées, d'aspirations. Ce mouvement ample et déterminé a pris tout le monde de court. Pour éviter d'en analyser les causes, on y a cherché la main de l'extrême droite ou du racisme, alors que s'exprimait la maturité des consciences. Il y a d'ailleurs un parallèle à faire entre les gilets jaunes et le vote massif en faveur du Brexit dans les quartiers populaires et les cités ouvrières britanniques. Il faut se féliciter que de nombreux syndicats de la CGT aient fait le choix d'aller vers les gilets jaunes pour construire ensemble les alliances gilets jaunes/rouges. L'insolence qui caractérise cette lutte rappelle d'ailleurs l'histoire révolutionnaire de notre pays.

Le DR.- Peut-on dire que les Gilets jaunes ont modifié la situation politique et sociale, voire culturelle, en France ? Et qu'ils ont permis ou renforcé le mouve-

ment de grève contre le projet Macron sur les retraites qui se poursuit depuis décembre 2019 ?

J-P.P.- Je crois qu'il y a une maturation des consciences dans de larges couches de la société, qui peut accoucher d'un mouvement social et politique inattendu. Il est indiscutable que le mouvement des gilets jaunes a influencé cet esprit de résistance.

Les insultes des médias, le dénigrement des « chiens de garde » du capital, la répression d'un pouvoir sans scrupules, n'ont pu entamer la volonté populaire ni sa détermination. Macron a fait le choix d'ignorer l'opinion d'une large majorité de Français. Il fait diversion et mène une guerre contre le peuple, celui-ci répond avec ses propres armes, en état de légitime défense.

Beaucoup comprennent enfin que le capitalisme est incapable de répondre aux exigences de notre temps. Son hostilité au progrès social contrarie le développement humain dans tous les domaines, il accroît les inégalités dans des proportions délirantes. Dans ces conditions, il faut militer en faveur d'un autre agenda social et d'une politique radicalement différente.

Le DR.- On a parfois l'impression qu'il existe non seulement une barrière entre les syndicats de "collaboration" comme la CFDT et ceux plus revendicatifs comme la CGT, mais aussi un décalage entre la masse des grévistes et les directions syndicales, y compris à la CGT, que pensez-vous de cette particularité ?

J-P.P.- Le syndicalisme de lutte de classes dont la CGT se revendique est aux yeux du Capital une sorte d'anomalie dans sa vision du paysage syndical. Les campagnes hystériques que nous connaissons en France où la CGT est présentée comme une organisation « terroriste » coupable de « ruiner la France », les tentatives de criminaliser l'action syndicale à travers des décisions de justice, sont des exemples. A l'inverse, la CFDT est présentée comme un syndicat responsable. Elle reste marquée par ses origines confessionnelles et revendique un partenariat paisible avec le patronat. C'est typiquement un syndicat de collaboration de classes. Il importe de rappeler que son secrétaire général assume aussi la prési-

dence de la CES, un rouage des institutions de Bruxelles qui financent 75% de son budget. CFDT et CES sont en phase avec les objectifs pour lesquels Macron a été mis en place, d'où leur proximité.

Il faut néanmoins réfléchir au fait que, partout, le syndicalisme vit une crise de crédibilité, la CGT n'y échappe pas.

Cette crise de la représentation sociale et des « corps intermédiaires » ne s'explique pas seulement par la dérégulation des conditions de travail. Beaucoup de syndicats ont sous-estimé le passage d'une société de pauvres sans emploi à une société de pauvres avec emploi. Nous sommes aujourd'hui revenus à l'époque du travail à « la tâche », organisé par un capitalisme sans règles ni contraintes.

Le réformisme n'est pas étranger à l'institutionnalisation du syndicalisme, à sa professionnalisation, à sa bureaucratie et à la primauté de la négociation sur l'action avec un choix préférentiel pour le compromis en détriment de la conscience de classe.

Le DR.- Pourquoi, à votre avis, Macron n'a toujours pas reculé ? Assiste-t-on à un essoufflement du mouvement ou à son extension à de nouvelles catégories et à l'usage d'autres formes de lutte ?

J-P.P.- Macron veut une rupture comme celle que l'ancien dirigeant du patronat français Denis Kessler annonçait voici des années : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance » et il ajoutait « la France a besoin d'un traitement de choc ». C'est la mission qui lui a été confiée par le patronat qui pour sauver son système de domination a fait le choix d'un recul de civilisation.

La détermination de Macron et de l'UE est grande et la dérive autoritaire est inquiétante. Les pouvoirs iront jusqu'aux pires extrémités pour faire taire le monde du travail. Par conséquent, il faut refuser les compromissions avec le programme néolibéral qui doit être combattu sans concessions. Si Macron recule, son échec sera dévastateur non seulement pour sa réforme mais pour la restructuration de la société française. Cela s'accompagnera d'un séisme social et politique d'ampleur internationale.

Malgré le « tintamarre » médiatique le niveau de la mobilisation reste élevé, avec de nouvelles actions nationales décidées par l'intersyndicale. L'action se diversifie,



s'articule avec de grands mouvements, du local au national. Cette lutte de longue durée impose d'économiser ses forces et de limiter le coût de l'action pour les salariés. Dans les secteurs privé et public de nouvelles actions s'engagent, pendant que d'autres reprennent des forces. Le soutien populaire demeure très fort, il se manifeste entre autre par la solidarité financière aux grévistes. Je veux saluer ici le mouvement syndical de Belgique la FGTB et la CSC qui organisent la solidarité matérielle avec leurs camarades français.

Le DR.- Dans quelle mesure la relation avec les grandes confédérations syndicales internationales, CES, CSI, FSM, influence-t-elle sur l'évolution des luttes en France?

J-P.P.- À ma connaissance la CSI s'est contenté d'une simple déclaration, ce qui tranche avec les silences précédents. La CES a apporté son soutien exclusif à la CFDT ignorant la CGT et FO de manière méprisante.

Par contre la FSM a mené une campagne mondiale de soutien. Elle a multiplié les délégations et les meetings de solidarité, parfois devant les ambassades de France. Elle a montré la différence entre le syndicalisme de lutte de classes et celui qui collabore avec le Capital et ses institutions.

En Belgique la mobilisation sociale et politique a fait échec à la retraite par points, on peut donc s'étonner de voir certaines confédérations Européennes n'en tirer aucune conséquence. Partout où ce système a été imposé, les retraites ont diminué, l'âge-pivot a reculé. En Allemagne le

niveau des pensions a baissé de 10%. En Suède, on doit travailler jusqu'à 68,5 ans pour toucher le montant que l'on avait avant la réforme, à 65 ans. La CES ne s'exprime pas sur la nocivité de cette politique, et laisse faire.

Le DR.- Si la plupart des revendications portées par les Gilets jaunes concernent des décisions imposées par les politiques européennes, pourquoi la responsabilité de l'UE est si rarement mentionnée ?

J-P.P.- Il est évident que ce silence constitue une faille dans la bataille. A peine nommé nouveau commissaire européen l'ancien Ministre de Jacques Chirac Thierry Breton interpelle le gouvernement français sur la nécessité absolue de mettre en œuvre d'un système de retraites à points. Les syndicats sont muets ! Il est vrai, que le récent congrès de la CES a cru bon de féliciter J.C. Junker « d'avoir sauvé l'Europe sociale ».

Face à tous les signes de régression sociale, il est urgent que les syndicats s'expriment clairement et se coordonnent. A quoi peut servir de revendiquer 50 millions d'adhérents comme le fait la CES, si l'on est incapable de les mettre en mouvement. Il faut mettre fin à l'impasse dans laquelle la CES entraîne le monde du travail. Cette bataille des idées doit se mener en discutant avec toutes les forces syndicales qui défendent des positions de lutte indépendantes et sans compromissions. C'est le cas de la FSM.

Le DR.- Pensez-vous que ce qui se passe en France peut être mis en relation avec d'autres révoltes que l'on observe sur d'autres continents ? Et pourquoi, par contre, les grévistes français n'ont pas vraiment fait tache d'huile en direction d'autres pays de l'UE, parfois si proches comme la Belgique ?

J-P.P.- La conflictualité et les ambitions de domination géopolitique soulèvent des interrogations nouvelles. La crise économique, sociale et politique autour de l'épidémie de coronavirus et de ses origines

véritables en est un exemple récent. Il est clair que l'on cherche à faire diversion.

On assiste, en réaction, à l'émergence d'une prise de conscience nouvelle, d'une contestation parfois insurrectionnelle qui cherche des issues dans sa rébellion contre le système dominant. Cette évolution peut ouvrir de nouvelles opportunités pour les forces anticapitalistes. Le récent rapport mondial du baromètre de confiance Edelman montre que 74% de l'opinion des cinq continents considère le capitalisme comme un système injuste et 73% qu'il faut en changer.

La situation en Amérique latine est de ce point de vue très encourageante comme le montre le haut niveau des actuelles mobilisations. Certes, rien n'est jamais acquis définitivement d'où l'importance de renforcer l'unité des peuples par la solidarité internationaliste. Comme le disait le père Miguel d'Escotto « Les Etats-Unis avec leurs ambitions de contrôle total sur le monde entier, sont devenus non seulement l'ennemi principal de l'humanité mais aussi celui de la « Terre-mère »

Le DR.- Est-ce que à votre avis, tout ce qui s'est passé en France depuis déjà 15 mois a fondamentalement changé la situation au point où, d'une façon ou d'une autre, la crise du système ne peut plus être niée et va entraîner la recherche d'alternatives ?

J-P.P.- On ne peut plus esquiver la question du choix de société que nous voulons. Cela suppose de réfléchir autrement que dans la forme ancienne, quand les partis prenaient le relais automatique des revendications. Les gens dans leur diversité recherchent les issues, mais, avant tout, ils ne veulent pas être déposés de leurs responsabilités. Ils ne veulent plus déléguer à quiconque le droit légitime à exercer concrètement le pouvoir. Deux Français sur trois veulent l'organisation d'un référendum sur la non réforme des retraites, 56% se déclarent prêt à voter contre. Ces évolutions sont à mes yeux très positives! Dans ces conditions, il est indispensable que le syndicalisme et pour sa part, la CGT se réapproprie de manière indépendante la dimension politique de son combat. Il faut travailler à un nouveau front populaire avec confiance et détermination ! ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Un virus anti-mondialiste ?

Vladimir Caller

S'il y a quelque chose que les investisseurs des grandes bourses craignent, c'est la volatilité de leurs actions. Le VIX (sigles de l'anglais 'Volatility Index'), est un indicateur de leur degré d'anxiété. Appelé « l'indice de la peur », il calcule la variation des cotations des 500 principales valeurs de Wall Street, servant ainsi à orienter les placements de capitaux. Le taux moyen de ces variations est mesuré par un indice en points qui indique le degré de risque.

La moyenne du VIX lors de la dernière décennie est de 16 points. Ce lundi 09 mars, il avait grimpé à 62 en réaction aux nouvelles sur la progression du virus. Or il n'avait dépassé le seuil des 50 points que deux fois depuis sa création en 1932 : après les attentats de 2001, et lors de la crise de 2008. Le 13 mars, il montait à 74,17 points suite au discours de Trump annonçant la fermeture de son pays à tout voyageur. C'est donc la panique dans la grande finance et chez ses gardiens.

Cette nervosité s'était déjà manifestée lorsque les mesures de prévention des autorités chinoises avaient provoqué les premières commotions dans l'activité industrielle étrangère dans la province chinoise de Huawei. C'est ainsi que dès le début de la crise les usines de Toyota, Peugeot, Honda, Renault, VW, pour ce qui touche au secteur automobile, ont dû arrêter souvent totalement. Problème qui ne touche pas que la production des véhicules ; il concerne aussi leurs ventes pour un marché si important que le chinois. Et elles ont plongé spectaculairement : moins 50 % pour VW, 37 % pour Audi, 29 % pour PSA. Scénario donc d'un double choc ; de l'offre et de la demande ; des investissements et de la consommation. D'autres secteurs de l'activité économi-

que, aussi importants comme la chimie, l'industrie pharmaceutique, le tourisme, l'informatique (Apple a fermé ses usines...), sont aussi concernés par cette crise. Indice édifiant : après avoir délocalisé à tour de rôle, le patronat international commence à se poser la question du revenir en arrière... ; dynamique compliquée avec un virus qui, lui aussi, bouge : de son épice à Wuhan il délocalise vers Milan en attendant La Californie et/ou Chicago.

Un virus décidément perturbateur et semblant s'attaquer à tout

Mais cette affaire prend un profil particulier dans le cadre des relations sino-américaines en conflit commercial. Suite à l'accord intervenu début février pour le résoudre, la Chine s'était engagé à acheter des marchandises et des services américains à une hauteur de 200 milliards de dollars sur deux ans ; elle devait aussi diviser par deux ses taxes sur plus de 1700 produits importés. À l'origine du conflit, l'excédent du commerce extérieur chinois avec les Etats-Unis ; surplus que cette crise a fait plonger lourdement. D'un excédent de 42 milliards USD pour les mois de janvier-février 2019 il est tombé à 25,4 pour le même bimestre 2020. Une telle modification dans ce bilan ne pourra pas ne pas laisser de traces et on est tenté de se dire qu'ayant corrigé sensiblement ce différentiel les

raisons du conflit auront tendance à s'évanouir.

Plus proche de nous, En France, la campagne de signatures cherchant à s'opposer à la privatisation des Aéroports de Paris à échouée même si elle a obtenu le chiffre remarquable d'un plus d'un million de signatures. Tout indique pourtant que c'est le fameux virus qui fera obstacle à cette privatisation. En fait, la bourse avec ses chutes à répétition ; l'économie française obligée à sortir de sa discipline budgétaire, la violence de la crise du transport et du tourisme n'incite pas beaucoup à se porter acheteur.

L'incidence sur la pollution n'est pas négligeable non plus. Les experts de l'Agence spatiale européenne (ESA) ont conclu que la réduction des niveaux de dioxyde d'azote, le gaz nocif émis par les véhicules à moteur et les installations industrielles été inférieur de 10 à 30 % par rapport à son niveau habituel dans l'est et le centre de la Chine. Les images de la NASA, montrant un ciel bien dégagé semblaient confirmer ces données. Même les crises migratoires risquent d'être mises en question. Avec, curieusement, une moindre incidence du virus sur les populations africaines et maghrébines, que restera t-il de l'attraction que jusqu'ici exerçait notre « eldorado », désormais infecté, sur les masses de migrants ? ■

Cuba, États-unis : un virus, deux approches

- Ne pouvant pas retenir sa fixation xénophobe, Donald Trump parle du COV-19 comme du "virus étranger"; son Secrétaire d'Etat Pompeo est plus direct : c'est un "virus chinois". De son côté le Vice-président Mike Pence commence ses séances de travail avec le Comité scientifique avec une prière collective.

- Jamais lu dans les médias, c'est l'Interferon Alfa 2B, un antiviral apporté par une équipe d'infectiologues cubains que les médecins chinois ont utilisé, entre autres, pour mettre en échec le virus. Exploit de la recherche cubaine née en 1965 lorsque Fidel poussa à la création du Centre d'Investigations Scientifiques devenu aujourd'hui le Centre d'Ingénierie Génétique et de Biotechnologie, une des institutions de recherche les plus prestigieuses au monde.

- Très symboliquement, pendant que Trump (« America first ! »), cherchait à acheter à force de pognon une entreprise allemande pour s'approprier son projet de vaccin, un paquebot portant 19 passagers infectés par le coronavirus faisait des ronds dans l'océan faute de pays voulant l'accueillir ; et seule La Havane a accepté de l'accueillir...

Fête à la sécurité sociale (avant liquidation ?)

Martin Willems *

Ces temps-ci fleurissent de nombreux témoignages et campagnes fêtant la sécurité sociale belge. Il y a en effet 75 ans que fut signé, le 28 décembre 1944, l'arrêté-loi créant la sécurité sociale des travailleurs. Certaines branches existaient déjà avant la guerre (avec, pour origine, les « caisses d'assurances sociales » créées par les organisations syndicales), mais l'arrêté-loi de 1944 les rassemble et centralise en un organisme unique pour les travailleurs salariés (l'ONSS).

Ainsi, pour marquer l'anniversaire, l'ONSS a créé un site dédié (www.75ans-securitesociale.be) et a organisé à Bruxelles la dernière session du forum mondial de la sécurité sociale. La Chambre des représentants a organisé une cérémonie le 20 décembre 2019. Il faut citer aussi l'édition de la bande dessinée *Un cœur en commun, la belge histoire de la sécurité sociale*¹, qui raconte les négociations ayant mené fin 1944 à la création de la sécurité sociale, et illustre avec les mésaventures d'un couple de jeunes parents dont le bébé est gravement malade, combien son apport peut être précieux.

Et que font les organisations syndicales ?

Celles-ci ne sont pas en reste, mais sur un ton plus revendicatif : la sécurité sociale a 75 ans et c'est notre patrimoine à tous, mais elle est en danger et il est urgent de la renforcer, notamment en garantissant son financement sur le long terme.

Il faut mentionner :

¹ Par Harald, éditions Delcourt

² www.protectos.be

³ Voir sur Google "La sécurité sociale, un investissement dans l'humain"

⁴ <http://www.fgtb.be/-/securite-sociale-toujours-protège>

La campagne « protectos » de la CNE², menée en deux volets à la manière de certaines publicités : un volet suscitant les attentes « *Vous voulez un rendez-vous chez le spécialiste, une place en crèche pour votre enfant, une aide à domicile, immédiatement et dans votre budget ?* » et, une semaine plus tard, un volet explicatif en réponse sur le thème « *tout cela est possible, il suffit de refinancer correctement la sécurité sociale* ». La CSC a édité une brochure (la sécurité sociale, un investissement dans l'humain³) relevant sept défis auxquels est confrontée notre sécurité sociale, et revendiquant un solide financement de celle-ci en 8 mesures.

La FGTB, de son côté, a également publié une brochure⁴ et a appelé à manifester le 28 janvier.

Des organisations syndicales particulièrement bien alignées sur le sujet

Les organisations syndicales sont largement sur la même longueur d'onde. Tant quant aux défis (meilleure couverture des jeunes à la recherche d'un emploi, des travailleurs précaires, des femmes, individualisation des droits, augmentation de toutes les allocations au-dessus du seuil de pauvreté,...) que pour dénoncer les menaces (coupes dans le financement, menaces de privatisation et de régionalisation, etc.)

Si, le 28 janvier, la FGTB a manifesté seule, c'est pour des raisons tactiques et organisationnelles plutôt qu'à cause d'une divergence sur le fond. En saison d'élections sociales, les différents syndicats sont chatouilleux sur la question de leur autonomie. La FGTB ressentait peut-être plus le besoin d'une action démonstrative pour épauler et faire tenir un PS fortement mis sous pression par le nord du pays pour avaler plus de régionalisation de la sécurité sociale, dans le cadre des négociations gouvernementales.

A contrario de l'hypocrisie des gouvernants

Car en cette année de commémoration, il

faut d'abord dénoncer les atteintes multiples à la sécurité sociale opérées par les gouvernements successifs. Jusque la fin des années '70, la sécurité sociale n'a fait que s'élargir (nouveau x publics couverts, nouvelles branches comme le minimex, etc.). Par contre, dans les dernières décennies, et sauf quelques exceptions (comme l'amélioration de la couverture des travailleurs indépendants), on assiste surtout à un détricotage de la Sécu sur tous les fronts, et elle devient une véritable passoire : de plus en plus de revenus du travail échappent à la Sécu et ne donnent donc pas droit à une couverture ; les prestations sont diminuées ; le financement est gravement mis en danger, notamment par la diminution sans financement alternatif du taux de cotisations avec le « tax shift »...

Alors qu'une évolution comme l'individualisation des droits (pour tenir compte de la disparition du modèle familial qui prévalait au moment de la création de la Sécu et corriger les mécanismes qui préjudicient le plus souvent les femmes), indispensable pour simplement adapter la Sécu à l'évolution de la société, et qui sur le fond ne peut que rassembler un large consensus politique (y compris les partis qui se disent « libéraux »), reste en souffrance depuis des décennies.

Si on voulait tuer la Sécu à petit feu, c'est en effet ainsi qu'il faut faire : la laisser vieillir sans l'adapter au monde moderne, la miner en profondeur par un déficit de financement structurel, et la décrédibiliser en érodant les prestations, pour que certains finissent par n'y voir qu'un maigre secours de base pour indigents, et trouvent indispensable et naturel de la compléter par des assurances privées.



Lorsqu'ils commémorent les 75 ans de la Sécu, nos gouvernants sont hypocrites car, objectivement, depuis 30 ans ils ne font que la démonter petit à petit. Ils la fêtent sans doute comme une vieille tante dont on attend avec impatience contenue la disparition pour s'en partager les dépouilles. Et si on peut laisser après la fête une peau de banane chez la vieille tante pour accélérer un peu le destin, tant mieux.

La mal-aimée

La sécurité sociale a un gros problème : son image. Certains ont réussi à faire que, dans le langage courant, y compris des travailleurs, on parle de « charges » sociales, comme d'un prélèvement, d'une taxe.

Il est fondamental de rappeler haut et fort que les cotisations sociales payées par l'employeur sont une partie de notre salaire. Et que donc si l'employeur en paie moins, notre salaire diminue. Cette idée n'est pas évidente, car le travailleur ne voit pas passer l'argent de ces cotisations ; il ne voit que le fameux « salaire poche », au point de parfois croire qu'il n'y a que ce qu'il touche directement qui compte.

Autre raison de ce désamour : la partie du salaire constituée par les cotisations sociales n'est pas directement utilisable par le travailleur, mais mutualisée et différée. Elle alimente un pot commun, distribué suivant les besoins (le travailleur victime d'un cancer en tirera plus que celui qui a la chance de rester en bonne santé). Et le plus souvent c'est longtemps après les prestations qu'on en retrouve le bénéfice concret, sous forme de pension de retraite et de soins de santé.

Pourtant, même si elles ne sont pas directement palpables en euros, l'effet des cotisations est bien concret. Si les employeurs versent moins de cotisations, inévitablement cela se traduira par des paiements moins importants en pension, allocations et remboursements de soins de santé. Le pire est que ce moindre « effet retour » se produira justement au moment où on en aura le plus besoin (maladie, chômage, jeunes enfants, vieillesse).

Un hold-up sur les salaires

Dès lors, lorsque le gouvernement Michel, dans son fumeux « tax shift » a diminué les cotisations employeur de 32,4 à 25%, cela revient tout simplement à une diminution de tous les salaires de 7,4% (en réalité moins car il existait déjà des réductions structurelles des cotisations sociales patronales, que le tax shift a remplacées ; mais le résultat est bien une diminution globale des cotisations payées par les employeurs). Cette diminution des salaires crée maintenant (quelques années après l'annonce et -comme par hasard- après la fin du mandat du gouvernement) un trou béant dans le financement de la sécurité sociale, qui ne sera jamais comblé ; et même s'il l'est partiellement, ce sera via les moyens généraux de l'Etat, soit via les taxes et impôts, dont on sait qu'ils viennent majoritairement de la poche des travailleurs, les grosses fortunes et les grandes entreprises y échappant le plus souvent.

De quel droit le gouvernement décide-t-il ainsi d'une diminution générale des salaires, alors que les salaires sont négociés entre travailleurs et employeurs ? Le gouvernement se permettrait-il d'intervenir dans les prix négociés dans un contrat entre entreprises, ou même dans le loyer convenu entre bailleur et locataire ? De cela il se garde bien.

Il est étrange que ce hold-up n'ait pas fait l'objet d'une plus vive réaction. C'est comme si le gouvernement avait, d'autorité, diminué de X% les réserves des plans de pension privés ou des comptes-épargne.

L'épouvantail de la régionalisation

On a régionalisé/communautarisé les allocations familiales, avec un résultat saugrenu. Aucune région ne pouvant, politiquement, payer moins que la voisine, on en arrive à un système très similaire sur l'ensemble du pays, mais géré par quatre administrations différentes. A part les nationalistes qui, par définition, veulent tout diviser pour en arriver à scinder le pays, quel acteur politique en redemande ?

Le risque de régionalisation ne doit pas occulter le risque principal : que l'on vide la sécurité sociale de sa substance à force de couper dans son financement,

pour en arriver à justifier son remplacement (à tout le moins partiel) par des assurances privées individuelles.

Il ne faut pas se tromper. Ce qu'on veut remettre en question, en attaquant la sécurité sociale, ce n'est pas tant l'unité du pays, que ce mécanisme de partage du bien-être entre les classes sociales. ■

Chelsea Manning est libre !

En 2009, le soldat Manning, analyste du renseignement assigné à une unité de l'armée étasunienne en Irak, a eu accès à des documents classifiés révélant des assassinats de civils, de véritables crimes de guerre. « *J'ai réalisé que tout le monde aux Etats-Unis vivait normalement tandis que des gens tuaient ou se faisaient tuer. Les médias s'en fichaient. J'avais toutes ces données, ces documents. J'ai voulu faire quelque chose qui fasse la différence* ». C'est dans cet esprit que Manning a lancé l'alerte en confiant les documents à WikiLeaks qui les a publiés.

Manning a vu sa vie basculer, dénoncée par un internaute, elle a été arrêtée en 2010 et condamnée à 35 ans de prison pour trahison. En 2017, sa peine a été commuée par Obama et elle a été libérée. Cependant en mars 2019, elle a été convoquée pour témoigner contre Julian Assange devant un Grand Jury. Mais Chelsea Manning a refusé de comparaître. Elle a donc été à nouveau emprisonnée, et ce par deux fois, pour « outrage » au tribunal !

Ce 12 mars à la suite de la clôture du 2d Grand Jury, alors que la veille, elle avait fait une tentative de suicide (sa situation est stabilisée), elle a été libérée. Espérons que les autorités auront compris qu'elle ne servirait à rien d'ouvrir un nouveau Grand Jury... Elle devait cependant encore payer une amende de 256 000\$. Une souscription ouverte par une de ses amies a couvert l'amende en 48h.

Chelsea Manning est d'un immense courage. Pour John Pilger, l'échec du Grand Jury est la première faille significative dans l'affaire Assange.

Nous sommes confinés, la mise en ligne par WikiLeaks d'un grand nombre de films peut nous aider à meubler notre temps libre : <https://dontextraditeassange.com/playlist/>

Les bons et les méchants

Criminalisation des droits et absolution des patrons voyous

Bernard Lefevre

D'un côté des militants syndicaux poursuivis pour entrave grave à la circulation parce qu'ils avaient bloqué une route un jour de grève fédérale. Ou encore des manifestants antifascistes qui se sont fait molester par la police de monsieur Magnette, alors qu'ils essayaient d'empêcher la tenue d'un rassemblement d'extrême-droite sur le territoire de Charleroi.

De l'autre des administrateurs indéli-cats d'une compagnie d'assurance qui s'octroient des bonus scandaleusement élevés, la patronne d'une grande entreprise qui commet un délit d'initié, des élus qui oublient de déclarer leur patri-moine, des créateurs d'entreprise (Uber, Deliveroo ...) qui ignorent le droit social et menacent de fermer la porte si on les oblige à respecter la loi, etc. sans qu'il n'y ait une sanction à l'aune de la faute commise.

Plus que jamais il semblerait qu'il y ait deux poids deux mesures en matière de poursuites judiciaires selon que vous soyez puissants ou misérables. Au ris-que de se faire déborder par une base révoltée, les dirigeants syndicaux, si prompts à contenir leurs troupes dans leurs ardeurs, feraient bien de réfléchir à leur stratégie attentiste, quand on voit cette dérive antidémocratique qui méprise le dialogue social, les libertés syndicales et les citoyens les plus préca-risés. Devra-t-on en revenir à des formes d'anarcho-syndicalisme¹ pour à nouveau se faire entendre ? S'inspirer des gilets jaunes plutôt que s'égayer dans de vai-nes manifestations dans les rues de Bruxelles ou d'attendre des négocia-tions qui tournent à eau de boudin, car il n'y a aucune velléité des autres parties à concéder quoi que ce soit.

Les sources des conquêtes sociales

Il convient de se rappeler les premières luttes qui ont mené à l'organisation des travailleurs contre les dominants écono-miques et politiques, afin de gagner des droits légitimes (suffrage universel, tra-vail des femmes et des enfants...) et une meilleure protection au travail ainsi que contre les aléas de la vie (sécurité sociale).

Tout cela ne s'est pas conquis sans peine et rapidement. À la fin du XIX^e siècle, les lois protégeaient les puissants contre toute tentative de lutte ouvrière pour garantir de meilleures conditions de tra-vail et de vie aux *damnés de la terre*. Et ce n'est qu'après des décennies de com-bats et deux guerres les plus destructrices qu'un véritable édi-fice social a pu être obtenu.

D'aucuns aujourd'hui voudraient revenir à cet ordre ancien où une minorité de propriétaires, avec la complicité du personnel politique et du clergé à leur botte, écrasait sous son joug la plus grande partie de la popula-tion. Et pour ce faire, tous les coups sem-blent permis.

La difficulté de mener des actions efficaces

Quand il s'agit de réagir à des attaques incessantes contre les droits des travail-leurs, les actions traditionnelles s'avè-rent être de plus en plus vaines :

- Les manifestations ne rassemblent plus assez de monde que pour *inquiéter* qui que ce soit dans les classes poli-tiques et patronales ;
- Les actions de grève ne sont pas pri-sées de la même façon dans les trois régions du pays, ce qui nuit à la cohé-rence et à l'efficacité de ces actions ;
- Depuis les attentats, les piquets de grève et les blocages de route sont de plus en plus souvent réprimés ;

- Des employeurs vont même jusqu'à attribuer aux jaunes des primes exceptionnelles pour qu'ils viennent travailler un jour de grève ;
- Certains dirigeants syndicaux rechi-gnent toujours, malgré les multiples trahisons subies, à contrarier des par-tis politiques *frères* ;
- ...

Face à toutes ces difficultés, les mili-tants de base qui ne sont pas encore résignés en appellent, sans être vrai-ment entendus, pour des actions de désobéissance civile, prenant souvent pour exemple le mouvement des gilets jaunes qui, en se moquant comme un poisson d'une poire des contrain-tes légales et des intimidations poli-cières ont obtenu plus de crédit vis-à-vis de la population, des politiques et des patrons que les *trop gentils* syndicalistes.

Il serait fallacieux de s'imaginer que seul le recours à l'éthique et la persuasion parviendra à faire régner la justice. Non pas qu'il soit inutile d'en appeler à la morale, mais il faut en même temps pren-dre appui sur une force de contrainte réelle (Martin Luther King).

Désobéissance civile non violente

La notion de désobéissance civile n'est pas synonyme de violences physiques ou mentales, de déprédations, de séquestrations ou d'autres exactions mues par le désespoir d'être devenus invisibles et inaudibles.

L'histoire nous a donné de nombreux exemples d'actions qui, menées par quelques personnes au départ, ont essaimé et conduit à des changements importants. Pensons par exemple à Gandhi avec le sel en Inde ou plus près de nous à Greta Thurnberg.

Il ne faut pas hésiter par exemple à ter-nir la réputation de quelqu'un qui trahit les valeurs qu'il est censé défendre. Nous évoquons ici Paul Magnette qui a

¹ L'anarcho-syndicalisme est né en même temps que le syndicalisme à la fin du XIX^e siècle. Pour abolir conjointement l'État et le capitalisme, et bâtir une société communiste libertaire.



autorisé la tenue d'un rassemblement d'extrême-droite sur le territoire de sa ville et envoie ensuite ses cerbères pour tabasser les militants antifascistes venus contester cette largesse municipale. La FGTB aurait été plus avisée de porter plainte contre le bourgmestre, ayant à sa charge l'ordre public, plutôt que contre sa police (ce qui ne donnera certainement rien au final). Sans doute n'a-t-on pas voulu ici encore contrarier un *ami*...

Des événements imprévisibles et ciblés

Pourquoi continuer à prévenir, à déposer des préavis qui permettent aux adversaires de s'organiser par tous les moyens et avec toutes les complicités pour contrecarrer les actions programmées ? Des visites *surprise* à certaines entreprises ou au domicile de certains politiciens ou patrons arrogantes et/ou méprisantes envers les travailleurs et allocataires sociaux.

Beaucoup d'autres initiatives pourraient être prises, à l'instar de ce que font Noël Godin (l'entarteur de Bernard-Henri Lévy notamment), les Femmes, la pose d'autocollants sur certains bâtiments ennemis, un *sitting* devant la FEB (Fédération des Entreprises Belges) ou l'UWE (Union Wallonne des Entreprises), etc.

Sortir de la logique industrielle

Quand ce genre d'actions est prôné dans les instances syndicales, il suscite souvent moqueries et haussements d'épaules. Pourquoi pas un lâcher de ballons persiflent d'ailleurs d'aucuns qui

veulent le plus souvent conserver les modes de lutte d'antan, mais en restant dans leur fauteuil bien douillet.

Or ce n'est pas si incongru que cela de changer de méthodes quand les anciennes ne sont plus ni efficaces ni populaires et que, de surcroît, les syndicats doivent redorer leur blason vis-à-vis de la population et des travailleurs, qu'ils soient actifs ou inactifs.

Bouger ou mourir

Tout immobilisme en la matière serait un suicide. Les inégalités se creusent, les exclusions du système s'aggravent, les détournements d'argent et les abus de pouvoir dans les entreprises et organismes publics scandalisent, l'arrogance et l'indigence des politiques désolent et révoltent...

Ne rien tenter pour tisser de nouvelles solidarités, organiser de nouveaux modèles de lutte, mobiliser à nouveau la base pour de nobles et justes combats, reviendrait à déconnecter encore plus les syndicats, institutions qui comme les autres sont contestées et se doivent de se régénérer pour ne pas disparaître, de leurs affiliés et d'une population précarisée ayant l'impression d'être délaissés de toutes parts et ne sachant plus à qui s'adresser pour s'en sortir.

Et ce serait en outre courir le risque de voir leur ressentiment conduire à se laisser séduire par les sirènes populistes de l'extrême-droite et l'exacerbation des tensions violentes au sein de la société. ■

Santé et marchandisation, un mariage inconciliable

Depuis le mois de juin, le personnel soignant lutte pour attirer l'attention des responsables politiques sur les risques liés à la marchandisation de ce secteur essentiel. Aujourd'hui, ils sont tous sur le terrain pour lutter contre la pandémie de covid-19. Le sous-financement, le sous-équipement, le manque de personnel dénoncés depuis des années sont aujourd'hui cruellement révélés et c'est terrible d'avoir eu raison dans de telles circonstances.

À la suite de l'annonce des mesures prises par le nouveau gouvernement (mis en place face aux difficultés de gérer la situation) de nombreuses questions se posent. L'accent mis sur l'enjeu sanitaire pour l'ensemble de la société et l'écoute, enfin, du monde scientifique et du milieu professionnel concerné sont positifs. Mais qu'en est-il des moyens concrets donnés aux travailleurs du secteur de la santé ? On connaît le problème du manque de personnel soignant et de sa surcharge de travail. On oublie parfois les équipes logistiques (administration, nettoyage, cuisine...) à propos desquelles le choix de l'externalisation a souvent été fait. Ce personnel n'est pas toujours formé comme il le faudrait et il est aussi sur le terrain.

Les personnes qui travaillent dans les soins à domicile ont dû se doter elles-mêmes de directives pour pouvoir continuer leur travail. Des étudiants se portent volontaires pour aider, un geste utile mais qui rappelle que dans la pénurie actuelle de soignants, les équipes attireraient déjà avant la crise l'attention sur le fait que les stages n'étaient plus pris en charge comme auparavant à cause de la surcharge de travail.

Cette crise provoquera sans doute plus encore de précarité due aux pertes de salaire lors du confinement. Lorsqu'elle sera derrière nous, il faudra se souvenir de toutes ces difficultés et surtout obliger les politiques à en tenir compte. Mais c'est mal parti ! Quelques heures avant l'annonce des mesures de confinement, la ministre de la santé a défendu au parlement un projet de loi qui permettrait d'économiser 48 millions supplémentaires dans les hôpitaux ! La manifestation prévue le 29 mars a évidemment été annulée mais les revendications ne le sont pas. M-FD

There is no alternative* !

Guy Stroobant

Déjà dans le chef-d'œuvre d'Emile Zola « Germinal », le Directeur de la mine opposait aux revendications des travailleurs : « Croyez-vous que la Compagnie n'a pas autant à perdre que vous dans la crise actuelle ? Elle n'est pas maîtresse du salaire, elle obéit à la concurrence sous peine de ruine ! Prenez-vous en aux faits, et non à elle ! Mais vous ne voulez pas entendre, vous ne voulez pas comprendre ! ». Ces paroles pétries de modernité économique, vous jureriez les avoir entendues aujourd'hui ou hier, et pourtant, elles datent de ... 1885 ! C'est avec ces arguments que le travail des enfants, et les journées de travail de quatorze heures étaient justifiées à l'époque, et que le patronat justifie encore les mêmes conditions de travail inhumaines dans le monde.

Silence sur l'accroissement record des dividendes (et sur une évasion fiscale massive) !

L'Echo du 18 février titrait : « Les actionnaires gâtés par les entreprises cotées ». Citant la société de gestion d'actions internationale Janus Henderson Investors, (JHI) qui base son étude sur l'analyse des rétributions versés par les 1200 sociétés les plus importantes en matière de capitalisation boursière, l'Echo écrit : « 1425,40 milliards de dollars de dividendes. Selon une étude de JHI, le montant total des dividendes versés en 2019 à l'échelle mondiale a atteint

un nouveau niveau historique, en hausse de 3,5% par rapport à l'année précédente » Toujours selon l'Echo, « Pour 2020, les investisseurs devraient à nouveau être gâtés. JHI table sur un nouveau montant record à 1480 milliards de dollars. »

Selon le Figaro (!), cette évasion s'élève à 350 milliards d'euros au niveau mondial. Corollairement, les inégalités dans le monde connaissent une progression vertigineuse. Selon une étude d'Oxfam, basée sur les données de la revue américaine Forbes, et la banque Crédit Suisse, 26 milliardaires dans le monde possèdent autant de richesses que 3,8 milliards des personnes les plus pauvres.

Comment en est-on arrivé à un tel degré de concentration de richesses et d'in-équité ?

Le processus qui a mené à la situation actuelle a consisté à passer d'une économie capitaliste de production déjà inéquitable, à une économie basée sur la spéculation financière, qui allait porter les inégalités à leur paroxysme. À la sortie de la guerre, il s'agissait de reconstruire un continent dévasté. Le développement du capitalisme, reposait essentiellement, à ce moment, sur l'expansion de la production. Le capital, était alloué pour la plus grande part, à des investissements productifs. Le rapport de forces avec le patronat a permis, à cette époque, aux travailleurs, par leurs luttes, de le forcer à accepter une répartition moins inéquitable des richesses produites, et de développer la sécurité sociale. Le marché, alimenté par de meilleures rémunérations, consomme davantage, et un cercle vertueux production-consommation s'installe. Ce sont les « trente glorieuses ». Le processus qui a mené de cette économie de production à l'économie financiarisée, que nous connaissons aujourd'hui, a été initié et maintenu par une série de décisions politiques.

Dérégulation des échanges et déréglementation des droits sociaux

Sous Nixon, la convertibilité du dollar en or est suspendue. Les devises connaissent désormais un taux de change flottant déterminé par l'offre et la demande sur les marchés. Puis, les États renoncent à financer leurs déficits par l'émission de monnaie, pour adopter un financement auprès des marchés financiers. Désormais, les investisseurs deviennent maîtres du jeu. Les États, sous l'impulsion d'instances internationales, FMI, OCDE, BM, BCE, mettent en pratique des politiques obéissant à trois lignes de force : privatisation, dérégulation des échanges, déréglementation sociale. Les traités régionaux, européens (Maastricht) et inter américains (Alena) vont jouer un rôle déterminant dans ces dérégulations et déréglementations. Dans le Rapport sur le commerce mondial 2012 de l'OMC, le Directeur Général Pascal Lamy rappelle dans son avant-propos : « L'objectif n'est pas de réduire à néant les interventions de politique publique, mais c'est de les rendre compatibles avec les gains du commerce »

La montée en puissance des multinationales

Les privatisations des secteurs publics, offrent de nouveaux marchés aux détenteurs de capitaux, la dérégulation offre une plus grande liberté de circulation aux capitaux, et la déréglementation sociale, par la baisse du coût du travail qu'elle provoque, permet l'augmentation des marges bénéficiaires, et l'accumulation rapide de capital. La liberté de circulation des capitaux et des marchandises, permet aux multinationales de mettre en concurrence directe des produits fabriqués dans des pays aux conditions sociales très inférieures, et ceux produits dans des pays industrialisés. Les salaires et les droits sociaux deviennent les premiers facteurs à réduire. Les grandes compagnies disposent désormais de moyens financiers inégalés leur permettant d'assurer leur domination sur les États. Aux États-

*Lisez : il n'y a pas d'alternative à la soumission aux multinationales.

Unis, la part grandissante des profits du secteur financier dans le total des profits passe de 10% en 1948 à 20% en 1970 et à 40% en 2005. Dans ce contexte de dérégulation des marchés, le nombre de firmes multinationales explose : alors qu'elles étaient quelques centaines en 1970, elles sont plus de 78400 en 2007, et comptent 780000 filiales.

La domination croissante de la spéculation financière a un corollaire : l'instabilité.

La spéculation a conduit à la formation de bulles suivies de krachs nuisibles à l'économie réelle; parfois très violents comme ce fut le cas lors de la fameuse crise de 1929.

Ce sont encore des mesures politiques, prises aux Etats Unis qui vont accroître cette instabilité, et l'étendre au système bancaire, avec des conséquences dramatiques. C'est ainsi que le « Glass Steagall Act » adopté en 1933 à l'initiative du président F.D. Roosevelt, qui décrétait l'incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement, fut abrogé en 1999 par le « Financial Services Modernization Act », à la demande du président Clinton ; ce dernier était très proche du monde de la finance internationale (la Banque Goldman Sachs fut une de ses plus importantes donatrices durant sa campagne électorale).

Les CDS (sigle en anglais de « Credit default swaps ») qui permettent de transférer à un tiers, contre rétribution, le coût d'un risque de paiement, ou de parier sur ce risque, virent également leur marché dérégulé par Henry Paulson, Secrétaire au Trésor et Glenn Hubbard à la tête de l'Economic Council, qui en outre, siégeaient dans les conseils de plusieurs grandes banques américaines, comme beaucoup d'autres membres du Congrès.

Avec la titrisation (la vente de dettes sous forme de titres), les prêteurs n'assument plus le risque d'une défaillance, ils cèdent les crédits à des banques d'affaires, qui agrègent, par exemple des crédits immobiliers, à des crédits automobiles, à des crédits étudiants, ou encore des dettes de cartes de crédit, pour construire des produits dérivés complexes qu'elles mettent sur le marché.

L'instabilité de ces produits est à l'origine de la crise des subprimes américaine qui dévasta l'économie européenne et mondiale. En Europe, les banques dites systémiques menacées par cette crise des subprimes, durent être renflouées par de l'argent public. Des pays comme le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, virent les taux de leur dette publique entraînés à la hausse par la spéculation sur les CDS souverains. Anne-Laure Delatte, Chargée de recherche au CNRS, parlant de cette spéculation : « *Une fois que les taux d'intérêt augmentent, cela se répercute sur les taux auxquels les acteurs privés empruntent. (...) Tous les efforts budgétaires sont absorbés par la hausse des coûts de refinancement de l'Etat, et le secteur privé emprunte plus difficilement. La défiance augmente à nouveau, et avec elle... les cours des CDS* ».

Les victimes de ces petits jeux entre spéculateurs, sont évidemment les travailleurs.

En Europe, les conséquences des désastres de 2007 et 2011 furent encore aggravées par l'instauration d'une politique d'austérité consécutive au renflouement des banques par de l'argent public, et qui eut sur l'économie des conséquences déflatoires, et d'innombrables drames humains, particulièrement en Grèce où on mourrait faute d'accès aux soins. Le patronat européen a d'abord connu une phase d'euphorie, en effet, la politique d'austérité imposée aux États par la Troïka, UE, FMI, BM, lui permettait, à lui, et à ses relais politiques de museler les revendications salariales, et de réduire le financement des services publics, en récoltant au passage quelques cadeaux fiscaux. L'arrière-pensée derrière cette politique était aussi, une fois réduit le rôle des services publics de santé, d'éducation, de justice, de faire place nette pour l'arrivée des multinationales à qui ces rôles seraient ultérieurement dévolus. À cet égard, en France, l'élévation à la dignité de la Légion d'Honneur de Jean-François Cirelli, actuel président de Blackrock France, société candidate au remplacement de la retraite par répartition actuelle, par un système de retraites par capitalisation, est révélatrice. En Belgique, des mesures ayant toutes comme point commun de diminuer le salaire net ou socialisé des travailleurs

furent prises : saut d'index (2015), baisse des cotisations sociales dans le cadre du Tax Shift (2015), la réforme Peeters du marché du travail (2017), le durcissement de la loi de compétitivité (2018), et le projet de réforme des pensions. Cette politique devait permettre de produire des marchandises moins chères qui se vendraient mieux à l'étranger.

Après l'euphorie, le réveil pénible

Cependant si, comme c'est le cas aujourd'hui en Europe, tous les pays mènent cette politique de blocage des salaires, qui va encore être capable d'acheter ? Lorsque l'État dépense moins, que les salaires sont bloqués, l'activité des entreprises se réduit, le PIB croît moins vite, sa croissance est tombée à 0,9% entre 2009 et 2017, contre 2,3% avant la crise de 2008. La part des salaires dans le PIB a connu une décroissance importante : de 55% en 1980, elle est tombée à 49% en 2016. L'ironie de la situation est que la faiblesse de la croissance économique a commencé à alarmer les faucons de l'austérité, des recommandations sont venues du FMI, de l'OCDE, et du patronat allemand (!) visant à desserrer les contraintes budgétaires. Les prix Nobel d'économie J. Stiglitz et P. Krugman, ont traité en leur temps ces faucons de l'austérité de « rigolos ». Le patronat appelle les lois qui protègent les travailleurs des « rigidités », désuètes, mais la « modernité » qu'ils essaient de nous vendre, c'est le retour au XIX^e siècle !

Que faire ?

Selon les milieux capitalistes, le destin de l'économie mondiale est prétendument suspendu à leur confiance dans les perspectives du marché. Pour les rassurer, il faut réduire le coût du travail, lever les protections légales des travailleurs, et autres « rigidités » faisant obstacle à la « création de richesses ». Le capitaliste ne crée aucune richesse. Il s'enrichit par l'appropriation d'une partie de la richesse créée par les travailleurs. Si les travailleurs veulent recouvrer le fruit de leur travail, et échapper à l'instabilité des jeux financiers, il n'y a pour eux pas d'alternative, ils doivent se réapproprier la propriété et le contrôle du crédit et des moyens de production. ■

En Iran, la lutte pour définir la ligne politique du pays

Marie Rampen

Les élections législatives du 21 février en Iran se sont soldées par une claire victoire des partisans d'une ligne moins conciliatrice avec les États-Unis : ceux-ci remportent la majorité des 290 sièges du parlement, dominé depuis 2016 par les réformistes libéraux et favorables à une entente avec l'Occident. Un résultat peu surprenant qui survient à la suite des politiques infructueuses du camp réformiste, notamment dans sa tentative de rapprochement avec les États-Unis.

Des élections sous tension

Les dernières élections législatives se sont déroulées dans un moment de grandes tensions pour la société iranienne et ont été caractérisées par le taux de participation le plus bas depuis la révolution de 1979 – 42,47%, une chute de 20% par rapport au scrutin de 2016. Les explications de ce chiffre sont multiples et diffèrent selon les sources. Il ne faut d'abord pas négliger les appels au boycott lancés par la partie de la presse acquise à la cause occidentale afin de miner le soutien populaire envers un gouvernement déterminé à défendre les intérêts nationaux et à ne pas se plier aux diktats étasuniens. Face à cette agression médiatique, le Guide suprême Ali Khamenei déclarait : « Les élections sont un moyen de renforcer notre pays. Voyez comme la propagande étasunienne cherche à éloigner le peuple du système islamique. Ils créent des think tanks pour y conspirer. »

Ces médias n'ont pas hésité à invoquer la menace du coronavirus pour semer la panique parmi les électeurs iraniens, comme l'affirmait Khamenei : « La pro-

pagande négative a commencé il y a des mois et s'est accrue jusqu'au moment des élections ; leurs médias n'ont pas perdu une seule opportunité de dissuader les gens de participer au vote ces deux derniers jours sous prétexte d'une maladie et d'un virus. » Ils ont également tenté d'ébranler la confiance envers le gouvernement iranien en remettant en question l'équité du système électoral, insistant sur le nombre de candidats, pour la plupart de tendance réformiste, rejetés par le Conseil des gardiens – 7.296 sur un total de 14.444. Or, il ne s'agit pas d'un phénomène inhabituel dans l'histoire des élections législatives iraniennes, où plus du tiers des candidatures sont à chaque fois refusées. Si la question du processus de sélection des candidats est une préoccupation légitime pour les Iraniens, elle ne constitue pas un motif pour boycotter ces élections en particulier.

Mais si les médias ont effectivement influencé le comportement des électeurs, ces derniers ont également été motivés par une certaine désillusion à l'égard de la classe politique iranienne, notamment en regard des résultats obtenus sur la scène internationale. Bien que les élections législatives n'aient pas d'incidence majeure sur la politique étrangère de l'Iran, principalement décidée par le Guide suprême, elles demeurent un bon indicateur des tendances auxquelles agrée l'opinion publique. Celle-ci se déplace sur le continuum que constitue le paysage politique iranien et aux extrémités duquel s'opposent deux tendances. D'un côté, le camp dit conservateur apporte un soutien à la ligne politique d'Ali Khamenei; ses partisans défendent le programme de la révolution de 1979 et le rôle régulateur de l'État, et résistent avec détermination à toute idée d'oc-

cidentalisation. De l'autre côté, les réformistes promeuvent la libéralisation de l'économie, l'afflux des investisseurs étrangers et le rapprochement avec les puissances occidentales.



L'échec réformiste

Le désintéressement des électeurs n'a pas empêché le camp conservateur de reprendre les rênes du parlement en profitant d'un bilan réformiste peu glorieux. En effet, les réformistes ont mis en place des mesures libérales qui, au lieu de renforcer l'économie, ont conduit à un accroissement de l'inégalité entre les classes de la société iranienne. C'est aussi le camp réformiste qui, en 2015, avait milité pour la signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; pour rappel, cet accord, également nommé « plan d'action conjoint », avait été conclu entre huit parties (les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Union Européenne et l'Iran) et avait pour but de contrôler le programme nucléaire iranien, en échange de quoi les sanctions économiques qui touchaient le pays seraient levées. L'Iran commençait à ressentir les effets bénéfiques de l'accord lorsqu'en 2018, Washington, annonçait qu'il s'en retirait de façon unilatérale et réinstituaient les sanctions afin d'exercer une « pression maximale » sur l'Iran, et ce alors que ce dernier respectait parfaitement les termes de l'accord. Depuis lors, les sanctions ciblant des hommes politiques iraniens ou visant à affaiblir l'économie du pays se sont multipliées ; quant aux pays européens, s'ils condam-

nent verbalement le comportement des États-Unis, ils ne posent aucun acte pour leur tenir tête.

Sur le plan militaire, les tensions n'ont fait que croître et ont culminé avec l'assassinat par l'armée étasunienne, le 3 janvier, du général Soleimani et de plusieurs autres militaires iraniens via une frappe de drone ordonnée par le président Trump. Qualifié de terroriste par Washington, Soleimani était une figure importante de la sphère politique iranienne, et son assassinat a exacerbé les sentiments anti-étasuniens au sein de la population. Le 8 janvier, l'armée iranienne a répondu en frappant d'une série de missiles balistiques la base irakienne d'Ayn Al-Asad utilisée par les troupes étasuniennes. Si les États-Unis ont choisi de rétorquer par l'ajout de sanctions économiques au lieu d'une surenchère militaire, le conflit est loin d'être terminé : Trump a en effet signifié son intention d'imposer son veto à la résolution approuvée par le Sénat le 13 février et qui « *enjoint le président à mettre un terme à l'usage des forces armées des États-Unis dans le cadre d'hostilités contre la République Islamique d'Iran ou toute part de son gouvernement ou de son armée, à moins d'une autorisation explicite* ».

D'un point de vue diplomatique, l'Iran doit, en plus de supporter les fanfaronnades de Trump sur Twitter, faire face aux velléités étasuniennes de conserver leur sphère d'influence au Moyen-Orient. Celles-ci sont notamment contenues dans le « plan de paix pour le conflit israélo-palestinien » qui se trouve être extrêmement favorable à Israël, adversaire de l'Iran. Plusieurs politiciens iraniens ont fermement condamné le plan élaboré par les États-Unis : le ministre des Affaires étrangères Javad Zarif l'a qualifié de « *cauchemar pour la région et pour le monde* » tandis que Khamenei assurait que « *la nation palestinienne et tous les musulmans s'y opposeront et ne permettront pas que ce soi-disant « accord du siècle » se réalise* ».

La réplique iranienne

Suite au volte-face des États-Unis en 2018, les réformistes ont beaucoup perdu en crédibilité : l'idée de négocier avec l'Occident, qui n'est visiblement pas un partenaire fiable, pour sortir l'Iran de son isolement politique n'est plus per-

çue comme une option viable et sensée. Reste donc la politique menée par Khamenei, tournée vers la défense de la souveraineté du pays et de ses intérêts. Ce que l'Iran désire d'abord, c'est la garantie de ne pas devenir la prochaine victime de l'impérialisme étasunien ; ceci implique le maintien de l'engagement iranien dans les conflits armés de la région. En effet, en intervenant dans les conflits de son voisinage, l'Iran s'assure qu'une invasion directe de son territoire par les États-Unis soit pour ces derniers bien trop coûteuse. C'est pourquoi l'Iran soutient le Hezbollah au Liban, les « unités de mobilisation populaire » en Irak, les forces du président Bachar el-Assad en Syrie, et les groupes houthis au Yémen. Cette présence iranienne est un moyen non seulement de résister à l'expansionnisme étasunien, mais aussi de lutter contre les ambitions des adversaires régionaux de l'Iran, à savoir l'Arabie Saoudite et Israël.

Au-delà de la protection de ses frontières, Téhéran cherche à acquérir une certaine zone d'influence dans la région, à conclure des alliances qui lui permettent de soulager une économie en difficulté et de sortir le pays de l'isolement dans lequel la réimplantation des sanctions l'a replongé. Or, les tentatives de dialogue avec les États-Unis s'étant soldées par l'échec le plus complet, il ne reste plus à l'Iran qu'à jouer le jeu des rapports de force. Ainsi, le président Hassan Rouhani a récemment réitéré que l'Iran « *ne se pliera jamais aux pressions des États-Unis* » et « *ne négociera pas dans une position de faiblesse* ». Sur le même ton, Javad Zarif a décrété qu'il fallait « *forcer les États-Unis à revenir à la table des négociations*. »

En augmentant leur agressivité envers l'Iran, les États-Unis ont démontré leur manque de respect envers la nation iranienne et leur désintérêt pour une solution diplomatique : la mauvaise volonté que met Washington à désamorcer le conflit avec l'Iran prouve encore une fois que l'instabilité au Moyen-Orient joue en faveur des intérêts des États-Unis dans la région, au détriment des autres acteurs. Les résultats des dernières élections et les décisions prises par la classe dirigeante montrent que les Iraniens l'ont bien compris et qu'ils maintiendront une position ferme face à l'insatiabilité étasunienne. ■

Repression anticommuniste en Pologne

Nous assistons en Pologne à une entreprise méthodique d'interdiction du parti communiste et de persécutions de ses militants. Une répression menée par l'extrême droite cléricale et encouragée par l'Union Européenne. En France, force est de constater que le régime Macron qui vient de se déplacer à Varsovie observe un silence complice qui montre l'hypocrisie de son discours sur les droits de l'homme. De fait il y a urgence à élever la mobilisation pour répondre aux appels à la solidarité internationalistes et antifascistes lancés par les communistes polonais. S'ils sont les premiers visés par le régime PiS, il est faux de considérer que la fascisation à l'œuvre ne concerne que les communistes : elle concerne également les femmes, les homosexuels et plus généralement l'ensemble des progressistes et en définitive le peuple polonais lui-même.

Entamé depuis plus de 4 ans, malgré le verdict d'acquittement du Tribunal, le procès contre le journal du PC « Brzask » va se poursuivre suivant les injonctions d'un procureur soumis aux ordres. C'est ainsi que l'article 256 récemment amendé du code pénal, interdit le communisme sous peine de prison en l'assimilant au nazisme et au fascisme.

On ne peut que constater que cette assimilation reflète la scandaleuse et mensongère résolution du parlement européen du mois de septembre 2019 qui réécrit et travestit grossièrement l'histoire en imputant l'origine de la seconde guerre mondiale au pacte germano-soviétique oubliant la collaboration des démocraties bourgeoises avec le nazisme.

En Pologne c'est dans ce cadre que la répression s'accompagne d'une politique anticommuniste de réécriture de l'histoire et de retrait des espaces publics des monuments et noms des rues associés au communisme et à la résistance contre le III^e Reich.

Partout en Europe, encouragés par l'exemple polonais, la droite et la réaction rivalisent pour remettre en cause des droits acquis de haute lutte par le mouvement ouvrier en en banalisant et dédouanant les forces fascistes et en criminalisant les communistes et les luttes sociales. Mais partout aussi la solidarité internationale se met en place disposé à résister à la menace eurofasciste et à ses promoteurs.

Marc Denonville

Alibaba atterrit à Liège

Martin Willems*

L'arrivée d'Alibaba, qui se propose de construire sur l'aéroport de Liège (Bierset) un centre de distribution européen, suscite la polémique. Pour les uns (les autorités fédérales, wallonnes et liégeoises), cet investissement est une très bonne chose, vecteur de développement économique et d'emploi pour la région et le pays.

Ainsi, notre premier ministre Charles Michel déclarait en novembre 2018 : « Nous avons pu convaincre de l'environnement fiscal attractif de notre pays et de la qualité de nos travailleurs. C'est une bonne nouvelle pour l'emploi et le développement économique autour de l'aéroport de Liège et plus généralement pour l'ensemble de notre pays. Grâce à cet investissement important d'un géant mondial du commerce électronique, nous plaçons la Belgique sur la carte mondiale de l'économie digitale prometteuse de croissance et d'emplois dans un avenir proche »¹.

Pour d'autres (notamment les animateurs de la plateforme **Watching Alibaba**²), l'arrivée du géant chinois de l'e-commerce signifie tout autre chose. D'abord de nombreuses nuisances autour de l'aéroport (bétonnage pour l'extension de l'aéroport et de la voirie, congestion du trafic routier avec de 1000 à 2000 camions en plus chaque jour, pollution de l'air, bruit du trafic aérien notamment la nuit, ...). Mais aussi l'impact environnemental global négatif d'un modèle de distribution basé sur les commandes individuelles impulsives,

dans un catalogue mondial de produits (fabriqués le plus souvent très loin du consommateur) et leur livraison (souvent « express »), dans une débauche de transports de colis. Quant à l'emploi, ils soulignent que les emplois promis par Alibaba sont très hypothétiques, et qu'ils ne pourraient pas compenser l'impact négatif de la concurrence sur les producteurs et commerçants locaux.

On peut s'inspirer du rapport publié, en France, par Mounir Mahjoubi³, député LREM de Paris et ex-secrétaire d'Etat au numérique. Selon cette note, l'impact en termes d'emploi de Amazon (le géant américain de l'e-commerce et concurrent direct de Alibaba) serait largement nocif, avec un solde négatif de 7900 emplois (augmentation de 12.000 emplois chez Amazon et chez les vendeurs qui passent par Amazon, et diminution de 20.000 emplois dans le commerce traditionnel) ; d'où la formule simplifiée « deux emplois détruits dans l'économie locale pour un emploi créé dans l'e-commerce ».

Quels emplois ?

Outre ces doutes sur la création finale d'emplois, il faut aussi se demander quels emplois nous promet le développement de l'e-commerce.

Il faut cesser de considérer qu'un emploi est un emploi, sans examen de son contenu. C'est sans doute un peu paternaliste, mais on peut douter qu'un emploi dans une chaîne logistique, avec la pression permanente à la productivité et la menace constante de l'automatisation, soit aussi valorisant qu'un emploi dans le commerce de proximité ou dans la production locale. Être le libraire qui conseille ses clients lecteurs, le vélociste qui entretient les bécanes qu'il a vendues, ou le préparateur de commande chez Amazon ou Alibaba, qui s'épuise à courir de rayon en rayon, constamment minuté et contrôlé, en attendant que des robots ne le remplacent, parle-t-on vraiment de la même chose ?

C'est le moment de se demander ce qu'on attend d'un emploi. Le travailleur veut certes un revenu, un statut social, et des conditions de travail supportables. Mais il veut plus que cela. Un emploi doit aussi procurer un sens (le sentiment que ce qu'on fait est utile à la collectivité) et être émancipateur, donc permettre au travailleur de développer sa créativité, ses qualités relationnelles, son estime de lui-même. On peut parier qu'on trouvera cela plus facilement dans la production et le commerce de proximité que dans les usines logistiques de l'e-commerce.

Entretien et obsolescence

Un autre aspect, moins évoqué, est celui du cycle de vie du produit. On sait que l'on devrait privilégier l'entretien, la réparation et l'utilisation la plus longue possible des produits (pour diminuer le gaspillage d'énergie et de ressources à la fabrication). Or le modèle de l'e-commerce va dans la direction diamétralement opposée. Quand un produit ne fonctionne plus, il est jeté pour être remplacé par un nouveau produit. L'e-commerce s'inscrit dans le « consommable jetable ».

Le commerce transcontinental ne va pas dans la direction de l'économie « circulaire ». Les techniciens locaux peuvent difficilement pas entretenir et réparer des marchandises qu'ils n'ont pas vendues. D'abord ils n'ont aucune maîtrise sur la conception (la réparabilité d'un produit se détermine lors de sa conception), ni sur le cycle de vente, or les deux sont indissociablement liés. Si on sépare vente et entretien, alors le vendeur aura intérêt à ce que sa marchandise soit vite obsolète et irréparable (pour en vendre plus). Si on lie les deux et que le vendeur a l'obligation de réparer ses produits, alors il les voudra les plus résistants et faciles à réparer.

On trouve un vélo neuf très « in » sur Alibaba pour 66\$ (30\$ par 100 pièces). Qui voudra encore faire réviser son vieux clou chez le commerçant du quartier, alors que pour le même prix il peut s'en faire livrer un neuf en 10 jours depuis la Chine, sans même devoir se déplacer ?

¹ <https://www.lesoir.be/189716/article/2018-11-13/alibaba-liege-bonne-nouvelle-pour-emploi-et-le-developpement-economique-estime>

² <https://watchingalibaba.be/>

³ <http://d.mounirmahjoubi.fr/AmazonVerslinfiniEtPoleEmploi.pdf>

« Il ne faut pas opposer respect de l'environnement et développement économique »

C'est le mantra des élites lorsqu'elles sont interrogées : le respect de l'environnement ne doit pas être opposé au développement économique. C'est pourtant ridicule comme réponse, car elle implique qu'il n'existerait qu'une seule voie de développement économique, celle de la surproduction de marchandises de piètre qualité et jetables, et de la mise en concurrence mondiale. Il s'agit ici de choisir quel développement économique nous voulons, et pas de choisir entre l'abondance et la privation.

Si ce n'est pas à Liège, ce sera dans un pays voisin

Vient maintenant l'argument ultime et – supposément – imparable. Si Alibaba n'avait pas été autorisé à s'installer à l'aéroport de Bierset, elle l'aurait fait à proximité, en Allemagne ou aux Pays-Bas. Nous aurions perdu les emplois, et quant au reste, c'eût été du pareil au même. En effet, les nuisances de proximité en moins, l'effet global sur l'environnement et sur l'économie locale doit être similaire, que les commandes passent par Bierset ou qu'elles passent par Cologne.

Mais c'est l'argument d'un esprit borné, qui reste dans la logique étriquée du « plus de transport, plus de consommation, plus de mondialisation ». C'est l'argument du TINA (there is no alternative) : « cela se fera de toute façon, si ce n'est pas ici, ce sera juste-à-côté. » Plan to expand Bristol airport rejected after climate protests

N'est-il pas maintenant évident pour tout le monde qu'il faut changer en profondeur notre système économique, et donc changer de réflexes ? Que transporter sur 15000 kilomètres un produit que l'on sait faire sur place est juste un gaspillage qui ne peut plus durer ? C'est sans doute évident sur le principe, mais cela ne se traduit pas encore par une remise en cause des automatismes de nos décideurs.

¹ Voir Google : "Plan to expand Bristol airport rejected after climate protests"

¹ « L'entraide : L'autre loi de la jungle », de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, LES LIENS QUI LIBÈRENT ÉDITIONS (11 octobre 2017)

« Si cela ne se fait pas à Bierset, cela se fera à Maastricht ou Cologne ». Pourquoi ? Est-il impossible d'imaginer que nos voisins, eux aussi, réfléchissons à deux fois avant d'agir bêtement ? L'extension de l'aéroport de Bristol vient d'être recalée⁴, tout comme la construction de celui de Notre-Dame des Landes il y a quelques mois (certes après une lutte longue et acharnée). Faut-il qu'en Belgique nous soyons toujours les derniers à changer d'idée ?

Certains aspirent à une autorité européenne qui imposerait les mêmes règles à tous et empêcherait aux multinationales de faire à leur guise en jouant un pays (une région) contre l'autre. Un changement en profondeur serait conditionné par l'établissement d'un pouvoir fort et centralisé. Pourquoi ainsi en appeler à la solution autoritaire (et donner raison à ceux qui se laisseraient tenter par les sirènes de l'extrême-droite) ? Ne peut-on pas imaginer une société où l'exercice du pouvoir est décentralisé sans pour autant être « court-termiste », chaque entité étant confiante que les entités voisines feront de même ?

Des économistes ont voulu, avec la « théorie des jeux », faire de l'égoïsme et de l'individualisme une loi de la nature absolue, et expliquer mathématiquement qu'il est normal que chacun agisse bêtement et contre l'intérêt collectif, par peur que ce soit sinon le voisin qui agisse bêtement et rafle la mise. Mais cette vision pessimiste ne correspond pas à la nature humaine, ni à celle du vivant ; la nature se développe autant par l'entraide que par la compétition⁵.

Un exemple du défi colossal

Cet exemple du dossier AliBaba illustre bien le défi immense qu'est celui de changer rapidement et en profondeur notre système économique. Il n'y a pas qu'un seul développement économique possible. En choisissant résolument pour une économie relocalisée et décarbonée, pour un système productif basé sur l'entretien et la durée de vie plutôt que sur le renouvellement, sur la qualité plutôt que

la quantité, sur l'utilité collective et l'usage partagé plutôt que sur l'individualisation, il y a aussi un immense chantier de « développement économique » face à nous.



Manifestation contre Alibaba à Liège

Rares actuellement sont ceux qui estiment que le choix de « quoi produire, quand, comment, pour qui, par qui ? » soit une question politique, à débattre démocratiquement. Et l'épouvantail de l'ex-Union Soviétique suffit encore à interdire d'y penser. Laisser s'exprimer l'initiative individuelle est sans doute essentiel si on ne veut pas s'enchaîner dans un léviathan bureaucratique, mais cela ne veut pas dire non plus que la politique économique doit se limiter à laisser faire les plus dotés en capital et les laisser décider de la marche du monde pour tous les autres.

La réorientation de l'économie (qui est en cours ; la seule question étant de savoir à qui il revient de déterminer ce cours) implique aussi une reconversion à tous les étages, qui aura d'énormes conséquences sociales. C'est un plan social à l'échelle de toute l'économie qu'il nous faut, et pas seulement à l'échelle des entreprises qui, inévitablement, fermeront. Ceci pour organiser la reconversion d'un métier à l'autre sans que cela mène à l'arbitraire, la discrimination et la paupérisation. Du travail, il y en aura pour tous si on sait bien organiser les choses, car beaucoup est à rebâtir. Et c'est le peuple qui doit en être l'architecte, pas les ploutocrates, ni un dictateur, fût-il éclairé. ■

* Permanent syndical CSC-United Freelancers

Le procès Julian Assange

Face à une « justice » aux ordres, la lutte continue

Marie France Deprez

Le procès de Julian Assange s'est ouvert à Londres en février, "a kangaroo court", comme on le dit en anglais pour un procès qui ressemble plus à une farce qu'à des audiences en vue de rendre la justice. Dix ans après la publication des Afghan War Diary et des Iraq War logs, les USA ont enfin rendu public leur raison de persécuter Assange en émettant 18 chefs d'inculpation dont 17 en lien avec l'espionnage.

Cette première semaine a vu s'affronter l'accusation et la défense devant une juge britannique partisane, acharnée à essayer d'obtenir l'extradition. Durant les 4 journées d'audience, Julian Assange est resté enfermé dans une cage de verre blindé derrière laquelle il n'entendait rien et ne communiquait que difficilement avec ses avocats...Le premier jour, alors qu'il comparait dans un tribunal annexé à la prison, il a été fouillé et menotté à plusieurs reprises et les documents transmis par ses avocats ainsi que ses propres notes lui ont été confisqués.

Dans de telles conditions, comment imaginer que le procès puisse être équitable ?

L'accusation a décrit avec précision les chefs d'inculpation. Elle refuse de reconnaître Assange comme un journaliste (malgré les nombreux prix qu'il a reçus) et veut en faire un espion ! Mais comme il a déjà été précisé que le premier amendement ne serait pas appliqué à un inculpé non-américain, peu importe finalement qu'il soit considéré comme journaliste ou comme espion.

Pour la défense, il n'en est pas de même, puisqu'elle se base pour empêcher l'extradition sur la nature politique de l'infraction.

La juge se réfère uniquement à la loi britannique sur l'extradition de 2003 qui ne reconnaît pas d'exception politique alors que le traité bilatéral (US-UK) de 2007 en reconnaît une dans un de ses articles. Elle a aussi refusé d'accepter comme preuves celles pourtant reconnues et acceptées lors du procès de Chelsea Manning en 2013.

Dans ce procès, nombreuses sont les procédures négligées ou outrepassées. La juge Vanessa Baraister elle-même, qui montre tant de zèle est sous les ordres de la juge Emma Arbuthnot, épouse de Lord Arbuthnot, un ancien Ministre de la Défense, qui a des liens avec des institutions et des individus dénoncés par WikiLeaks. Il y a donc clairement conflit d'intérêt. Selon la loi britannique, les juges sont tenus de signaler les potentiels conflits d'intérêt mais cela ne semble pas avoir été fait...

Aussi inquiétants sont les viols successifs de la confidentialité de la défense. Grâce à l'acharnement de la journaliste Stefania Maurizi et de l'avocat Aitor Martinez, on sait que Julian Assange a été espionné pendant qu'il vivait à l'ambassade d'Equateur, y compris lors de ses entretiens avec ses avocats. Pour Aitor Martinez, ce simple fait aurait dû empêcher la tenue du procès. D'autant plus que la défense d'Assange s'était déjà vu voler les documents élaborés durant les 7 ans passés à l'ambassade quand après son arrestation, ses biens personnels (dont ordinateurs, disques durs etc.) avaient été remis, non pas à Kristinn Hranfsson, le rédacteur en chef de WikiLeaks, mais à la justice étasunienne.

Depuis qu'il est incarcéré, le temps de rencontre entre Assange et ses avocats est très restreint et ce n'est que dernièrement qu'il peut recevoir des documents mais cela non plus ne semble pas compter pour la juge britannique qui avance sur le chemin de l'extradition sans rien écouter de ce qui pourrait



s'y opposer. Avec un tel procès, l'affaire Assange constitue aussi une menace pour le système judiciaire britannique qui montre une inféodation totale aux demandes étasuniennes. Cette première semaine n'augure rien de facile pour la tenue des prochaines audiences qui sont prévues du 18 mai au 5 juin et qui devraient examiner les preuves et entendre les témoins.

Cependant, à l'extérieur du tribunal des militants venus de partout ont été présents tous les jours; très nombreux le premier jour grâce aux Gilets jaunes français, moins nombreux les suivants mais bien présents, des Allemands, des Belges, des Anglais..., réclamant avec force la libération d'Assange. Certains soutiennent Assange depuis de nombreuses années et gardent leur volonté intacte. D'autres, sont des soutiens plus récents, réveillés par l'appel de Christine Assange en novembre 2018, relayé depuis sans relâche par le site "Le Grand Soir" ou réveillés par l'arrestation il y a un an.

Malgré l'objectif ouvertement hostile de nombreux médias, le mouvement de soutien a rapidement grandi depuis le 11 avril. Depuis le début 2020, on a aussi vu des journalistes, des juristes et des médecins se mobiliser. Nous avons jusqu'à mai pour continuer et renforcer un mouvement qui évitera l'extradition d'Assange et renforcera le mouvement de défense du droit à l'information, de protection des lanceurs d'alerte et du journalisme scientifique proposé par Assange, un journalisme insoumis et qui résiste aux ordres de la pensée dominante. ■

Le bloc-notes du DR

Vladimir Caller

« Accord du siècle » ou ignominie du siècle ?

L'histoire est remplie de nombre de cas où les populations subissent des grandes injustices. Parmi ces cas, celui du peuple palestinien est un de plus extrêmes et, semble-t-il, destiné à perdurer et à s'aggraver. Le dit « Accord du siècle » présenté par Donald Trump, comme un plan pour résoudre le conflit israélo-palestinien ne cherche en réalité qu'à couler dans le marbre la longue liste d'exactions que le colonialisme sioniste a fait subir à la nation palestinienne et à son peuple.

Il s'agit en fait d'un projet destiné à piétiner ce qui reste encore de souveraineté palestinienne après la longue liste d'exactions; le texte lui-même l'avoue sans aucune précaution « la souveraineté » selon Trump ne serait que (sic) « un concept amorphe » donc relatif et soumis à toutes les variations. Définition finalement sincère car elle ne fait que traduire la réalité historique. En effet, la présence israélienne sur place n'a cessé de s'étendre par la force et même la terreur. Des 14 000 Km² que le Plan de partage des Nations Unies lui avait attribué en novembre 1947, Israël est passé à occuper, contrôler militairement les 27,799 Km² qu'il occupe actuellement (incluant le Golan Syrien et les territoires palestiniens de la Cisjordanie); territoires qu'il n'a pas la moindre envie de restituer. Soit une extorsion qui double son territoire d'origine. Et ce n'est pas fini: C'est Ben Gourion, le père fondateur de l'Etat sioniste qui l'avait crûment annoncé en 1937: « *Après la formation d'une armée importante dans le cadre de l'établissement de l'État juif, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à l'ensemble de la Palestine.* »

Ce n'est donc pas étonnant que cette accord de l'ignominie ne mentionne nullement la fixation de frontières de cette Palestine qu'ils prétendent vouer à la prospérité. Ce n'est pas étonnant, toujours dans le même registre,

qu'Israël soit le seul état au monde sans frontière communes. Démontrant ainsi qu'ils appliquent leur théorie des frontières comme des concepts amorphes et malléables. Avec la particularité que leur tropisme est à sens unique: vers l'expansion.

Comme si les humiliations au sentiment national ne suffisaient pas, l'accord établi aussi comme un fait intouchable que « Jérusalem est la capitale éternelle d'Israël » et que les palestiniens sont désormais sommés à reconnaître ce pays comme « l'État-nation du peuple juif »; au mépris total donc des millions d'arabes qu'y habitent. Il fallait avoir la modeste stature morale du représentant des intérêts sionistes en Europe, Emmanuel Macron, pour qu'il réagisse à cette indignité en rendant hommage « aux efforts du Président Trump ».

En Bolivie : démenti sanglant aux accusations de fraude électorale

Le 21 d'Octobre 2019, c'est-à-dire le lendemain des élections présidentielles en Bolivie, Luis Almagro, le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), entité basée à Washington et alignée traditionnellement sur les positions de la Maison Blanche, croyait nécessaire d'exprimer son « inquiétude » à propos du processus électoral et de faire mention de « l'existence d'irrégularités » dans le processus de comptage des votes. Quelques jours après l'OEA publiait un rapport allant dans le sens des déclarations d'Almagro mais avec plus de pugnacité. Cette fois le rapport parlait d'un « volume important de manipulations et altérations détectées » pour conclure: « *Compte tenu des preuves accablantes recueillies, il est possible d'affirmer l'existence d'une série d'opérations délibérées destinées à altérer la volonté exprimée dans les urnes.* »

On n'avait pas besoin de plus pour favoriser l'apparition de manifestations

savamment organisées semant de scènes de violence et générant une ambiance de chaos. Les manifestations dénonçant la « fraude » esquissée par Almagro et « prouvée » par le rapport qui suivit. Accusations, bien entendu largement suivies par les médias du monde entier. Il ne restait donc qu'à passer à la mise en œuvre de l'étape suivante: le déclenchement d'un coup d'État pour se défaire du président décidé à continuer à servir à son peuple.

Tâche accomplie. Le 10 novembre le président Morales est obligé à démissionner par le général Williams Kaliman, chef des Forces Armées de la Bolivie et ancien élève de « l'École des Amériques », centre d'enseignement créé en 1946 par les États-Unis pour la formation des officiers latino-américains en fonction, bien entendu, des intérêts de la politique de ce pays.

Mais il se fait que fin février le journal américain The New York Times, très peu suspect de sympathies de gauche, révèle l'étude d'une commission d'experts statisticiens du Massachusetts Institute of Technology (MIT), une de plus prestigieuses universités au monde dans le domaine des technologies, selon lequel il n'existe aucune évidence sérieuse d'une quelconque fraude dans les élections présidentielles boliviennes. Et ce, en utilisant toutes les informations et données que les putschistes boliviens avaient utilisées pour fomenter le coup d'état et empêcher l'ancien paysan, devenu président du pays de continuer son œuvre.

Des nouvelles élections présidentielles auront lieu le 3 mai. Tout indique que Luis Arce, ancien ministre de l'économie de Morales et candidat de la gauche bolivienne, sera le vainqueur vu le grand soutien populaire de sa candidature. Mais tout indique également, l'histoire de l'Amérique latine est trop riche pour l'ignorer, que les États-Unis et ses serviteurs locaux, feront tout pour l'empêcher. ■

Aux obsédés du Goulag et d'antisoviétisme

J'ai tendance à penser que quand on s'acharne sur un cadavre c'est qu'il n'est pas vraiment mort. Ou qu'il survit ailleurs ou autrement.

On a tué Robespierre et les jacobins des milliers de fois depuis thermidor, on continue à les tuer et pourtant ils soulèvent encore et toujours des passions. Louis XVI, lui, ne soulève en revanche pas vraiment de passion, tout au plus un peu de nostalgie chez les traditionalistes. C'est là toute la différence.

Avec l'URSS il en va de même, car l'URSS ce n'est pas que le Goulag, c'était un immense espoir, une immense créativité, une immense énergie, une immense chaleur humaine, et les esprits bourgeois rampant comme des reptiles n'arrivent pas à comprendre cette fascination, cette abnégation, qui est au cœur de l'être humain ne se satisfaisant pas d'être un rampant, d'être soumis à la « nature ».

J'ai connu des Polonais qui sont devenus communistes au goulag (!) parce qu'ils ont rencontré des communistes de conviction, parmi les prisonniers, parmi les infirmières du dispensaire ou parmi le directeur ou l'administration du camp... alors les obsédés de l'antisoviétisme systématique pourront parler du goulag autant qu'ils veulent, en vrai comme en

faux, en gonflant les chiffres ou en les diminuant, ils n'arriveront pas à comprendre cela, mais ils le savent dans leur fort intérieur, et ça leur fait peur aux bourgeois, aux très « petits » bourgeois, incapables de s'élever pour apercevoir les choses dans leur perspective historique.

Bien sûr la nostalgie pour le socialisme est plus forte à l'Est qu'à l'Ouest... et cela aussi les p'ti bourges comptables ne peuvent pas le comprendre ! Comme ils ne peuvent pas comprendre que ce sont les régions d'Ukraine qui ont été les plus touchées par la famine qui sont les plus nostalgiques de l'Ukraine socialiste. Mais ces bourgeois sentent cela et ils savent que cela les rend inutiles, eux, aux yeux des hommes. D'où leur hargne stérile et compulsive... même quand ils disent quelque chose de vrai. ■

Bruno Drweski



Mépriser avec classe...

« Que des trouillards ! » « Ce ne sont que des trouillards ces gens qui vident les rayons des hypermarchés, qui font le plein de pâtes ». Les images parlent, images de vide. Les commentaires expliquent l'absurdité de ce geste de panique. Tout est dit, il faut être idiot, au moins bête, pour se laisser aller à stocker de la nourriture. Que penser d'autre ?

Si nous avons à faire à des journalistes et non à des propagandistes du pouvoir, ils auraient remarqué que ce sont les pâtes qui manquent, et non le caviar. Ils auraient remarqué que seules les pâtes

de marque magasin manquent, les moins cher, et non celles « aux oeufs frais », « au blé complet ». Les belles marques sont toujours à disposition. La peur aurait elle une classe sociale ?

Vivre ! Vivre la ceinture serrée jour après jour, mois après mois, année après année. Vivre avec ce qui reste le loyer payé, l'électricité payée, le nécessaire avant la rue. Vivre dans un monde sans Rolex. Vivre avec ce peuple si nombreux, qui « coute un pognon de dingue », qui est choqué de perdre quelques petits euros et de perdre encore et encore.

Un peuple si méprisé que les dominants ne se rendent même plus compte de leur mépris. Des méprisants qui regardent l'heure sur leur Rolex, qui écrivent avec leur Mont blanc (le ministre de la santé faisant son graphique) mais n'ont plus de perception de la vie du commun.

Lorsque la vie est serrée, serrée, il est légitime d'avoir peur de manquer de pâtes simplement parce que leur prix aurait augmenté, comme ce fût le cas l'an passé pour le beurre. Vivre la ceinture serrée comme pas possible comme cette dame croisée l'an passé au début du mouvement des gilets jaunes. Cette dame dont les yeux brillaient qui nous donnait 50 centimes, qui nous disait merci. Cette dame inconnue qui nous avait tant ému que nous en avons conçu notre « légion d'honneur des gilets jaunes ». Nous avons promis d'avoir une conduite digne de cette personne à la ceinture ultra serrée.

J'ai pensé à cette dame devant les rayons vides de pâtes à bas pris, de sucre à bas pris, de sardines à bas prix... pendant que les rayons voisins regorgent. Tout un symbole ! Tout ce qu'est notre société ! ■

Serge Grossvak

Alain Badiou, *Trump*

Marc Pierret

Cet essai d'Alain Badiou est la transcription de plusieurs textes : un discours prononcé à l'Université de Californie Los Angeles le soir des résultats de l'élection de Trump, une conférence à l'université Tufts de Boston deux semaines plus tard et un dernier texte écrit avec un recul de trois ans qui conclut l'opuscule.

Dans le pamphlet qu'il consacre à Donald Trump et au séisme occasionné par son élection à la présidence des États-Unis, le philosophe Alain Badiou évoque ce vers de Racine tiré de la tragédie intitulée *Athalie*. « c'était l'horreur d'une nuit profonde ». Dans son cauchemar la protagoniste, apprenant la mort de son fils Akhasias projette d'exterminer toute la descendance royale. Cette nuit d'horreur s'apparente à celle de la victoire de Trump, le 8 novembre 2016.

Pour lui, c'est un contre-événement car un événement à proprement parler n'est précédé d'aucun signe et surprend par sa grâce (St Paul). Contrairement à la présence massive et prévisible de l'être, l'événement fait irruption, comme du totallement neuf. Il n'est possible ni de le déduire, ni de le prévoir. Il est tellement neuf qu'il demeure incompréhensible et indicible en soi. Mais dans ce cas, il s'agit en l'occurrence, plutôt d'une catastrophe, d'un désastre qui ne laisse pas de susciter le trouble, le choc, l'horreur.

Devant son auditoire médusé, troublé, l'orateur fait part des sentiments qui l'étreignent : la peur, le désappointement et la déception.

La vulgarité du président étasunien, milliardaire incohérent n'a d'égal que son nationalisme, son racisme, son sexisme et sa complaisance pour la propriété privée. Ses méthodes démagogiques sont

celles d'un Sarkozy et son gang ou d'un Berlusconi et sa mafia. On retrouve chez lui des similitudes troublantes avec ses congénères autoritaires : Viktor Orbán en Hongrie, Narendra Modi en Inde, Rodrigo Duterte aux Philippines, Jaroslaw Kaczynski en Pologne, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Salvini en Italie, Bolsonaro au Brésil ou encore, Boris Johnson en Grande-Bretagne. Comment en sommes-nous arrivés là ? Une généalogie du désastre peut sinon expliquer ce fait, du moins le clarifier.

Le 25 juin 1980, Margaret Thatcher, alors première ministre du Royaume-Uni justifiait ainsi son plan de rigueur : « There is no alternative ». Ceci implique aussi la compression de finances publiques, la libéralisation de la finance, le démantèlement de l'État-providence, la jvarisation des services publics, tout en octroyant des rémunérations obscènes aux patrons. La révolution conservatrice est en marche. Tant pis si les inégalités se développent et atteignent un niveau inédit dans toute l'histoire de l'humanité. Tant pis si une telle orientation politique entraîne son cortège de crises voire de guerres impérialistes.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme libéral mondialisé dans les années 80, le monde se divisait en deux camps : d'un côté, la vision libérale avec les injustices qu'elle induit et de l'autre, le collectivisme qui s'emploie à y mettre fin. C'était ce que Mao appelait « la lutte entre deux voies ». La politique actuelle se réduit à une seule voie. Il n'y a plus qu'un parti unique soutenu par toute la classe politique appuyé sur la bourgeoisie. L'effondrement des régimes communistes en URSS comme en Chine explique en partie la victoire de l'économie de marché sur le projet collectiviste. Le citoyen n'a plus le choix. Il est propriétaire d'un capital ou il est salarié et consommateur. Pas de salut en dehors de cette alternative, il est alors marginalisé et se retrouve hors de la société.

Trois années après cette nuit d'horreur, Alain Badiou revient sur la catastrophe et constate que Trump n'a rien perdu de sa

superbe, ses plaisanteries douteuses perdurent. Ses haines et ses menaces à l'endroit de l'Iran, prennent un tour plus violent encore. Au mépris de l'accord sur le nucléaire conclu avec l'Iran, il décide unilatéralement de mettre fin à ce traité et assortit sa

décision de sanctions renforcées. Mieux ! Malheur à ceux qui ne se plient pas à ses diktats. Malheur aux nations qui refusent la sujétion au capitalisme mondialisé, sous l'égide des États-Unis. Trump va trouver des obligés zélés qui partagent avec lui son racisme, son sexisme, son mépris des populations, soutenue par une police omniprésente, une armée agressive, tout cela au service du Capital mondialisé. Tout en maniant le paradoxe et les contradictions, sa manière de considérer la Chine et la Corée du nord présente de fameuses incohérences.

Hormis quelques tentatives de s'émanciper de la mainmise du capital sur les peuples, rien de neuf sous le soleil. Depuis la révolution néolithique qui instaure la propriété privée et sa transmission héréditaire. On a certes connu des mouvements de contestation éphémères comme des occupations de places, nuit debout à Paris, des soulèvements appelés « printemps arabes » ou ceux des « gilets jaunes », ou encore l'activisme écologique. On constate toutefois, une absence de projet révolutionnaire cohérent.

Marx et ses épigones, Lénine, Mao ou Castro sont taxés de maudits totalitaires. La relecture du *Manifeste du Parti communiste* formule une critique radicale de la bourgeoisie. Dans un mouvement révolutionnaire que Badiou préconise, l'objectif serait de relancer l'hypothèse communiste, un communisme toujours à réinventer. Manière de reprendre la question que se posait déjà Lénine en 1901 : *Que faire ?* ■



Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles
Gand : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Cercle

Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège.
Mons : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.
Wavre : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?
 dr@particommuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles
tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Jean-Pierre Page,

« Dans la lutte de classe, il y a des avancées et aussi des reculs » • pp. 2-4

ACTUALITÉS

JUn virus anti-mondialiste?

Vladimir Caller • p. 5

SOCIAL

Fête à la Sécurité sociale

(avant liquidation ?)

Martin Willems • pp. 6-7

Les bons et les méchants. Criminalisation des droits et absolution des patrons voyous

Bernard Lefevre • pp. 8-9

ÉCONOMIE

There is no alternative

Guy Stroobant • pp. 10-11

INTERNATIONAL

En Iran, la lutte pour définir

la ligne politique du pays

Marie Rampen • pp. 12-13

ACTUALITÉ

Alibaba à Liège

Martin Willems • pp. 14-15

Le procès Julian Assange

Face à une «justice» aux ordres,

la lutte continue

Marie-France Deprez • p. 16

Bloc-notes

Vladimir Caller • pp. 17

CARTES POSTALES

Aux obsédés du Goulag et d'anti-soviétisme

Bruno Drweski

Mépriser avec classe

Serge Grosvak • p. 18

LECTURES

Alain Badiou « Trump »

Marc Pierret • p. 19